

FERMETURE DES EPICERIES DE NUIT :

LA PUNITION COLLECTIVE N'EST PAS UNE POLITIQUE PUBLIQUE

À quelques mois des élections municipales, la majorité sortante choisit la facilité : interdire indistinctement, fermer massivement et sanctionner collectivement. Derrière une posture de fermeté de façade, **c'est surtout l'aveu d'un échec** : l'incapacité à traiter les vrais problèmes, avec discernement, méthode et courage.

La décision annoncée par la Ville de Montpellier de restreindre brutalement l'activité de certains commerces, sans distinction ni analyse individuelle des situations, illustre une méthode désormais bien connue : on ferme, on interdit, on généralise la sanction collective faute d'avoir traité les véritables dysfonctionnements.

Cette approche n'a rien de nouveau. Elle est même largement dépassée. Dans l'enseignement comme dans l'action publique, la punition collective a été abandonnée depuis longtemps parce qu'elle est injuste, inefficace et contre-productive. Sanctionner tout le monde, c'est surtout reconnaître qu'on n'a jamais voulu s'attaquer à ceux qui posaient réellement problème.

Découvrir soudainement le droit administratif à quelques mois du scrutin conduit à une politique lapidaire, que l'on tente de faire passer pour de la fermeté. Pourtant, la bonne méthode est connue, éprouvée et légale : **le cas par cas, les contrôles ciblés, les mises en demeure, puis la fermeture définitive des établissements réellement délinquants**. C'est ainsi que l'on protège les commerçants sérieux, que l'on sanctionne les fraudeurs et que l'on rétablit l'ordre sans posture.

Six années de mandat auraient permis de mettre en œuvre cette rigueur. Six années pour contrôler, réguler, sanctionner et assainir. Pendant ce temps, la priorité a été ailleurs : maquettes urbaines, grands projets vitrines, communication architecturale. Gérer une ville, ce n'est pas dessiner des places ; c'est résoudre les problèmes concrets du quotidien. Interdire indistinctement n'a jamais réglé un problème. Cela donne simplement l'illusion que l'on gouverne. Montpellier mérite un maire pragmatique, non-dogmatique, le bon sens chevillé au corps, dont l'action publique sera fondée sur le discernement, le droit appliqué avec constance et le courage de s'attaquer aux vrais auteurs de troubles, pas à tous par facilité.

Réguler plutôt que punir collectivement. **Protéger les honnêtes professionnels. Sanctionner fermement ceux qui trichent. Voilà ce qui fait une ville viable, apaisée et respectée.**

Isabelle Perrein

Montpellier le mercredi 14 janvier 2026

06 89 09 78 96

contact@isabelleperrein2026.fr



RETROUVER
notre sécurité

RÉCONCILIER
les mobilités

GAGNER
le combat de la propreté

CONSTRUIRE
un cadre de vie durable

BOOSTER
l'économie et l'emploi

RÉACTIVER
l'ascenseur social